



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

1 000 milliards de dollars

La Chine atteint un nouveau record sur son excédent commercial

Malgré les droits de douane, la Chine a surperformé commercialement. Le pays a enregistré un excédent commercial record de 1 080 milliards de dollars ...

• (Page 08)

Produits alimentaires

L'indice FAO des prix enregistre sa 3ème troisième baisse mensuelle

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont fléchi en novembre, principalement sous l'effet de la baisse des ...

• (Page 09)



9ème Congrès Panafricain de Lomé

• (Page 03)

Cinq axes pour refonder le panafricanisme moderne



Investir au Togo

• (Page 04)

Vers de nouveaux partenariats avec le MEDEF International

BCEAO

Finaliser le Laboratoire d'Innovation Financière

La BCEAO organise, le 10 décembre 2025, un atelier régional consacré à l'opérationnalisation de son Laboratoire ...

• (Page 02)

Parc industriel

Des investisseurs chinois en quête d'un site dans la Kara

Au Togo, la région de la Kara pourrait bientôt disposer d'un parc industriel. Des discussions ont lieu dans ce sens en fin de semaine ...

• (Pages 04)

UEMOA

Revue du portefeuille de projets de la BOAD au Sénégal

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) évalue son portefeuille de projets au Sénégal et explore de nouvelles opportunités de financement. Du 1er au 5 ...

• (Page 06)

Miss Togo

Mlle Eyou Angèle Prudence porte la couronne de 2026

Mlle Eyou Angèle Prudence, étudiante en 3è année en Comptabilité, Contrôle et Audit, 1,82 m pour 67 kg, a été faite Miss Togo 2026, le samedi 6 ...

• (Page 04)



PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866 www.canalbox.tg

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription
Coût de l'appel : 20 FCFA.

BCEAO

Finaliser le Laboratoire d'Innovation Financière

La BCEAO organise, le 10 décembre 2025, un atelier régional consacré à l'opérationnalisation de son Laboratoire d'Innovation Financière (LIF-BCEAO). Cette initiative vise à préparer le lancement d'un cadre sécurisé permettant aux fintechs et établissements financiers de tester des solutions innovantes sous supervision allégée de la Banque Centrale.

● Joël Yanclo

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) poursuit sa stratégie d'appui à la transformation digitale du secteur financier avec la mise en place du Laboratoire d'Innovation Financière (LIF-BCEAO). L'atelier du 10 décembre 2025 tient place dans la dernière phase de préparation de ce dispositif, appelé à devenir un instrument majeur pour dynamiser l'écosystème fintech au sein de l'Union. Le LIF-BCEAO offrira aux établissements financiers agréés et aux entreprises de technologie financière un espace sécurisé pour tester de nouveaux produits, services ou modèles opérationnels. Les expérimentations se dérouleront dans un cadre réglementaire allégé, mais sous supervision directe de la Banque Centrale. L'objectif est double : encourager l'innovation tout en veillant à la stabilité et à la sécurité du système financier. Au cours de cet atelier, la BCEAO présentera les conclusions de l'enquête qu'elle a menée auprès des acteurs concernés, ainsi qu'un projet de Guide du Participant, document de référence qui encadrera le fonctionnement du laboratoire. Les échanges viseront également à recueillir les observations pratiques des participants, afin d'assurer une parfaite adéquation entre les exigences de l'innovation et les impératifs de régulation. Un autre enjeu majeur sera l'identification des domaines d'innovation prioritaires pour la phase pilote. Ces orientations permettront de finaliser les procédures



opérationnelles du dispositif et de préparer le dossier d'appel à candidatures en vue du lancement officiel du LIF-BCEAO.

L'atelier réunira un large éventail d'acteurs : banques, institutions de microfinance, fintechs, établissements de monnaie électronique, incubateurs, Observatoires de la Qualité des Services Financiers (OQSF), ainsi que les directions techniques de la BCEAO. Cette diversité reflète l'ambition du LIF-BCEAO : devenir un catalyseur transversal pour l'innovation inclusive dans l'espace UEMOA.

Anticiper les mutations du secteur financier

L'initiative de la BCEAO répond à une transformation profonde du paysage financier mondial. L'essor des technologies numériques, des paiements instantanés, de l'intelligence artificielle ou encore de la blockchain impose aux régulateurs d'adapter leurs approches et de développer de nouveaux outils. Le laboratoire représente une réponse stratégique à ces défis. En créant un espace d'expérimentation contrôlé, la BCEAO pourra observer

concrètement l'impact de solutions émergentes avant d'envisager des ajustements réglementaires. Cela permettra non seulement d'encourager l'innovation locale, mais aussi de réduire les risques liés à l'introduction de technologies encore peu connues. Pour les fintechs et les institutions financières, le LIF-BCEAO sera un levier pour accélérer le développement de services plus accessibles, plus rapides et mieux adaptés aux besoins des populations. Dans un contexte marqué par la montée en puissance de l'inclusion financière, ce dispositif pourrait jouer un rôle déterminant dans la réduction du fossé entre services financiers traditionnels et solutions numériques. Le lancement du LIF-BCEAO s'inscrit dans une dynamique régionale plus large visant à moderniser le secteur financier de l'UEMOA. Depuis plusieurs années, la Banque Centrale multiplie les réformes et initiatives pour accompagner l'émergence d'un écosystème digital performant : réglementation des services de paiement, promotion de l'inclusion financière, appui aux infrastructures technologiques, ou encore standardisation des pratiques.

AUX DECIDEURS ...

Essor culturel et touristique

Le 28 novembre 2025, Lomé a vibré au rythme de l'ambition nationale. L'atelier national de renforcement des capacités des points focaux culturels, présidé par le Ministre de la Culture et du Tourisme, M. Isaac Tchiakpé, a marqué un tournant décisif dans la stratégie de développement du Togo. Cet événement n'est pas une simple formation, mais une véritable feuille de route pour l'avenir, une promesse de prospérité ancrée dans la valorisation de notre patrimoine.

Le Ministre Tchiakpé a, avec éloquence, souligné l'importance de cet atelier. Il a mis en lumière le rôle essentiel des points focaux culturels, véritables piliers de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale. Cette dernière, ambitieuse, vise à positionner durablement le Togo comme une destination touristique de premier plan. La formation dispensée a mis l'accent sur des actions prioritaires, notamment la conservation du patrimoine musical togolais, l'installation de centres sportifs et la dynamisation d'une industrie culturelle déjà contributrice à hauteur de 8 % du PIB national.

L'atelier a lieu dans une démarche de marketing territorial cohérente et ambitieuse. En intégrant la dimension touristique dans les Plans de Développement Communaux (PDC), les collectivités deviennent des acteurs majeurs du rayonnement national. L'objectif est clair : structurer l'offre touristique locale, renforcer les compétences, créer des lieux d'attractivité et valoriser notre identité culturelle. L'appel du Ministre à recenser les biens patrimoniaux et à innover dans la création d'espaces culturels et touristiques est un appel à l'action, une invitation à transformer nos communes en pôles d'animation et de développement.

Le renforcement des compétences locales est un levier indispensable pour un secteur qui représente déjà une part significative du PIB. Le Togo, depuis quelques années, multiplie les initiatives pour structurer son industrie culturelle, moderniser ses infrastructures et mettre en avant ses richesses patrimoniales. Cette formation vient consolider un processus déjà engagé, renforçant la coordination entre l'État et les communes.

En conclusion, cet atelier est bien plus qu'une simple formation. C'est un acte de foi dans le potentiel du Togo, une affirmation de notre volonté de construire un avenir prospère, fondé sur la valorisation de notre culture et de notre patrimoine. L'appel du Ministre à l'engagement et à la collaboration est un appel à tous les Togolais, un appel à participer à la construction d'un Togo fier de son passé et résolument tourné vers l'avenir.

M.T

Image du jour



● La revue à mi-parcours du Programme de coopération Togo-UNICEF 2024-2026 s'est tenue à Lomé du 2 au 4 décembre. L'UNICEF et ses partenaires de mise en œuvre ont évalué les progrès et défini les actions prioritaires pour renforcer l'impact du programme

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

9ème Congrès Panafricain de Lomé

Cinq axes pour refonder le panafricanisme moderne

À l'ouverture du 9^e Congrès Panafricain de Lomé, ce lundi 8 décembre 2025, le Président du Conseil du Togo, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, a livré un discours articulé autour de cinq observations majeures, son intervention esquisse la vision d'une Afrique unie, souveraine et maître de son destin, dans un monde marqué par les transitions géopolitiques, économiques et technologiques.

• Joël Yanclo

En ouvrant la cérémonie, le Président du Conseil a redéfini l'ambition panafricaine : un projet politique et civilisationnel tourné vers l'efficacité. « Le panafricanisme que nous appelons ici, c'est un panafricanisme pragmatique et exigeant », a-t-il déclaré, rejetant toute vision idéalisée ou passive. Selon lui, l'Afrique doit désormais construire une unité fondée sur la coopération des peuples, la circulation des savoirs, l'intégration des marchés et la consolidation des cultures. Dans un contexte mondial fragmenté, il prévient : une Afrique dispersée reste vulnérable ; une Afrique rassemblée devient un acteur incontournable.

Pour une réforme réelle et urgente du multilatéralisme

Le Président togolais a exprimé, avec force, l'injustice historique qui persiste au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies : l'absence totale de représentation permanente pour le continent. « Un continent de 1,4 milliard d'habitants [...] n'a toujours pas de siège permanent. Ce n'est pas une anomalie, c'est une aberration », a-t-il dénoncé. Rappelant le Consensus d'Ezulwini, qui demande notamment



deux sièges permanents avec droit de veto pour l'Afrique, Faure Gnassingbé a exhorté à dépasser la simple revendication : réformer les institutions et exiger un rôle décisionnel accru dans la production des normes, des financements et des stratégies globales.

L'autonomie africaine par la mobilisation de ses propres ressources

Troisième point majeur : la souveraineté moderne. Pour le Président du Conseil, l'Afrique doit cesser d'attendre son développement

de l'extérieur. Celui-ci doit naître de ses ressources naturelles, de ses talents locaux, de ses entreprises, de ses diasporas et de ses savoirs ancestraux. Il a insisté sur la nécessité de revaloriser les connaissances endogènes — qu'elles soient médicales, scientifiques, culturelles ou technologiques — afin de bâtir un modèle de développement ancré dans l'identité africaine. « Une Afrique qui croit en ce qu'elle sait et en ce qu'elle est » : voilà la base d'un continent réellement souverain.

Diaspora et jeunesse : un binôme stratégique pour l'avenir

Faure Gnassingbé a ensuite évoqué les piliers du renouveau africain : la diaspora, les afro-descendants et la jeunesse. « La diaspora prolonge l'Afrique dans le monde. Elle élargit notre horizon collectif », a-t-il souligné. Il a également salué le potentiel de la jeunesse africaine — innovante, numérique, créative — et appelé les dirigeants à lui offrir responsabilisation et confiance. Selon lui, cette génération représente l'atout le plus décisif du continent pour anticiper les mutations globales.

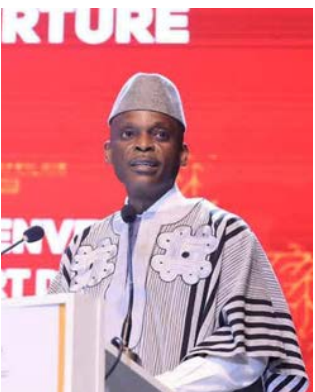
Construire un narratif africain fort et autonome

Dernier axe : la reconquête du récit africain. Le Président a dénoncé les représentations biaisées et les stéréotypes véhiculés depuis des décennies. « Aucune puissance ne s'est affirmée en laissant les autres raconter son histoire », a-t-il rappelé. Il a ainsi invité les Africains à investir massivement les espaces numériques, médiatiques et artistiques pour façonner eux-mêmes l'image de leur continent. Pour lui, une Afrique qui maîtrise son narratif devient une Afrique qui attire, influence et inspire. Le discours de Faure Gnassingbé se distingue par son ton résolument opérationnel. Ce n'est plus un panafricanisme idéologique, mais un panafricanisme d'initiatives, aligné sur les réalités d'un monde multipolaire. Le rôle de la jeunesse et de la diaspora incarne une vision intergénérationnelle et transnationale du développement. Enfin, la bataille du narratif témoigne d'une compréhension fine

des rapports d'influence du XXI^e siècle, où l'image détermine la puissance.

Au cœur des grandes dynamiques panafricaines

Le 9^e Congrès Panafricain de Lomé se tient dans un moment décisif pour le continent : montée des enjeux sécuritaires, transition démographique inédite, défis climatiques, recomposition des alliances internationales et aspiration croissante à la souveraineté. Lomé accueille ainsi des chefs d'État, universitaires, historiens, acteurs de la société civile et organisations régionales venus débattre du devenir du panafricanisme. Dans ce cadre, l'appel lancé par le Président du Conseil du Togo vise à faire de ce congrès non seulement un espace de réflexion, mais surtout un catalyseur d'actions concertées.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

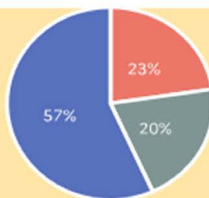
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Investir au Togo

Vers de nouveaux partenariats avec le MEDEF International

Le Ministère délégué chargé de la Promotion des Investissements et de la Souveraineté Économique a reçu, ce jeudi 4 décembre 2025, une importante délégation du MEDEF International composée d'une vingtaine d'entreprises françaises.



● Joël Yanclo

Les échanges ont porté sur des opportunités de coopération dans les secteurs de la ville durable, de l'énergie, de l'eau, de l'assainissement, des déchets, de la logistique et du financement. L'annonce de la création du Club « Ville Durable – Togo » marque une nouvelle étape dans la relation économique entre le Togo et le secteur privé français. La séance de travail, présidée par Dr. Arthur Lilas Trimua, Ministre délégué chargé de la Promotion des Investissements et de la Souveraineté Économique, a permis d'explorer un large éventail d'opportunités de partenariats entre le Togo et les entreprises françaises membres du MEDEF International. La délégation regroupait des acteurs spécialisés dans la ville durable, l'énergie, la gestion de l'eau, l'assainissement, les déchets, la logistique et les solutions de financement. Au cours des discussions, les entreprises françaises ont présenté leurs expertises et manifesté leur intérêt pour les grands projets urbains engagés par le gouvernement togolais, notamment dans la modernisation des infrastructures, la

gestion durable des ressources et l'amélioration du cadre de vie. L'un des temps forts de la rencontre a été l'annonce officielle de la création du Club « Ville Durable – Togo ». Ce nouveau cadre de coopération vise à fédérer les entreprises françaises souhaitant accompagner la transformation urbaine du pays. Il constituera un espace d'échanges techniques, de mobilisation d'expertises, de conception de solutions innovantes et de structuration de partenariats durables.

Rapprochement avec le secteur privé français

La visite de la délégation du MEDEF International s'inscrit dans une dynamique de coopération économique renforcée entre le Togo et les entreprises françaises. Elle témoigne de la volonté du secteur privé français d'accompagner les projets de développement du pays, mais aussi de la stratégie togolaise visant à diversifier ses partenariats économiques. Le MEDEF International se distingue par sa nature entièrement privée : il ne reçoit aucune subvention publique et agit exclusivement dans l'intérêt collectif des entre-

prises françaises. Ce positionnement lui confère une grande flexibilité et une capacité unique à mobiliser rapidement des acteurs économiques autour de projets structurants. Le lancement du Club « Ville Durable – Togo » apparaît comme un outil stratégique, capable de dynamiser les investissements et de favoriser des partenariats techniques durables. Pour le Togo, il s'agit d'une opportunité de bénéficier d'expertises éprouvées dans la gestion urbaine et la transition écologique, deux enjeux prioritaires pour accompagner la croissance démographique et économique du pays.

Le MEDEF International ouvert à toutes les entreprises

Créé par et pour les entreprises françaises, le MEDEF International est un service privé d'accompagnement au développement international. Il rassemble des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs, établies en France, et se distingue par un modèle d'adhésion accessible, à partir de 1 000 € HT par an. Son action repose sur un principe : le développement international est un processus continu, qui nécessite un accompagnement sur la durée. C'est pourquoi l'organisation ouvre ses activités aussi bien aux membres qu'aux non-membres, leur permettant de mesurer progressivement les avantages de l'adhésion. Présent dans plus de 120 pays, avec une attention particulière portée aux pays émergents et en développement, le MEDEF International est devenu en trois décennies l'un des principaux catalyseurs de la présence économique française dans le monde.



Parc industriel

Des investisseurs chinois en quête d'un site dans la Kara

Au Togo, la région de la Kara pourrait bientôt disposer d'un parc industriel. Des discussions ont lieu dans ce sens en fin de semaine écoulée entre la Secrétaire générale de la Présidence du Conseil, Sandra Johnson, et une délégation d'investisseurs chinois, à Lomé pour explorer les opportunités de partenariat.

La rencontre, qui s'inscrivait dans la continuité du dernier Forum économique Chine-Afrique (FOCAC 2024), a permis d'identifier des secteurs clés pour le développement industriel dans la région, notamment l'agro-industrie, les énergies renouvelables, l'assemblage de machines agricoles et la production de matériaux et d'équipements électriques. En cas de concrétisation, ce parc industriel s'ajoutera à la plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) déjà opérationnelle. L'ambition, a expliqué la Secrétaire générale de la Présidence du Conseil, est "d'accélérer l'industrialisation du pays, de créer des emplois

qualifiés et de transformer localement la richesse produite sur notre territoire". Il y a quelques jours, le Togo et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ont d'ailleurs signé un nouveau programme de parten-

nariat pays pour la période 2026-2030. Une collaboration qui devrait permettre au Togo d'intensifier ses projets industriels et de renforcer les initiatives visant à stimuler la transformation locale.

(Togo Officiel)



Togo, Bénin, Côte d'Ivoire

Une initiative conjointe pour sécuriser l'approvisionnement gazier

Réunis à Abidjan dimanche 7 décembre 2025, les ministres en charge de l'Énergie de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Bénin ont acté la création d'un cadre tripartite destiné à sécuriser l'approvisionnement régional en gaz naturel. La rencontre, appuyée par le groupe de la Banque mondiale, vient répondre à un défi énergétique commun aux trois pays côtiers dont la production électrique dépend de plus en plus du gaz.

C'est notamment le cas du Togo, représenté à ces travaux par le ministre Robert Koffi Eklo. Le pays fait face à une pression croissante sur son approvisionnement énergétique, avec des coûts de production élevés liés à l'usage de combustibles liquides. Le ministre a rappelé l'importance d'une coopération élargie et évoqué la création, à terme, d'une institution régionale du gaz sur le modèle du WAPP pour l'électricité. Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Ousmane Diagana, a souligné l'intérêt d'une coordination régionale pour renforcer la crédibilité de la demande et améliorer les conditions de négociation avec les fournisseurs internationaux. L'institution se dit prête à accompagner les trois États, notamment via l'IFC et la MIGA.

Trois mesures clés

La déclaration finale prévoit trois axes prioritaires, à savoir mutualiser l'importation de GNL, créer sous un mois un groupe de travail technique chargé d'étudier le modèle opérationnel, puis structurer un projet jugé bancable avec l'appui de la Banque mondiale.



L'objectif est de réduire les coûts, améliorer la sécurité d'approvisionnement et soutenir la transition vers des sources moins polluantes.

La Côte d'Ivoire, potentiel pôle gazier régional

Notons que la nouvelle dynamique ainsi engagée s'inscrit dans un contexte où la Côte d'Ivoire renforce rapidement son potentiel gazier, avec d'importantes ressources avérées. Le gisement Baleine (qui contient environ 3,3 trillions de pieds cubes de gaz), entré en production en 2023, alimente déjà des centrales électriques nationales. Une nouvelle phase d'exploration a démarré il y a quelques mois avec le navire de forage Deepwater Skyros, chargé de forer trois

puits supplémentaires dans les zones Civette, Calao et Caracal. En parallèle, un projet de gazoduc bidirectionnel reliant la Côte d'Ivoire au Ghana reste à l'étude. Les deux pays ont réaffirmé leur volonté d'avancer vers une interconnexion gazière qui servirait la production électrique, les engrais et l'industrie. Ce projet s'inscrira en ligne avec l'intégration énergétique régionale et pourrait, à terme, alimenter davantage le West African Gas Pipeline reliant le Ghana, le Togo et le Bénin. Ce second pôle gazier en Afrique de l'Ouest diminuerait notamment la dépendance structurelle au gaz nigérian et renforcerait la diversification des approvisionnements pour le Togo et le Bénin.

Avec Togo First

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

OUEST AFRICAINE

La Commission
-----**Communiqué de presse****L'UEMOA CELEBRE LA JOURNEE REGIONALE DE LA STATISTIQUE**

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) organise la **Journée Régionale de la Statistique de l'UEMOA (JRS)**, le **10 décembre 2025** à partir de 9h à l'hôtel Lancaster Ouaga 2000 de **Ouagadougou**.

L'objectif global de cette Journée est de contribuer à la promotion de la culture statistique et à la visibilité des productions statistiques de la Commission de l'UEMOA et de ses partenaires.

Le programme de cette célébration prévoit une conférence-débat sur le thème : « ***Tirer parti des innovations en matière de données et de statistiques pour promouvoir une société juste, pacifique, inclusive et prospère pour les Africains*** ».

Une présentation des plateformes de diffusion des données statistiques de la Commission de l'UEMOA et des Instituts Nationaux de la Statistique des Etats membres est également prévue.

Des responsables des Organes et Institutions de l'Union, des représentants des Organisations internationales et des Instituts Nationaux de la Statistique des Etats membres de l'UEMOA ainsi que des Partenaires Techniques et Financiers participent à cette deuxième Journée Régionale de la Statistique.

Ouagadougou, le 08 décembre 2025

La Direction de la Communication

UEMOA**Revue du portefeuille de projets de la BOAD au Sénégal**

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) évalue son portefeuille de projets au Sénégal et explore de nouvelles opportunités de financement.

● **Junior Aredola**

Du 1er au 5 décembre 2025, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a conduit une mission de revue de son portefeuille de projets actifs au Sénégal. Menée par M. Oumar TEMBELY, Directeur du Département Énergie et Ressources Naturelles, et ouverte par M. Gorgui FALL, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Économie, la mission a permis d'examiner l'état d'avancement des projets, d'identifier les défis à surmonter et d'évaluer de nouvelles perspectives d'investissement. Durant cinq jours, la mission de la BOAD a réuni l'ensemble des parties prenantes impliquées dans les projets en cours au Sénégal. L'objectif principal était de faire un point exhaustif sur la mise en œuvre des opérations financées par la Banque, en mettant l'accent sur les progrès réalisés, les contraintes rencontrées et les solutions envisageables pour améliorer les performances globales du portefeuille. Les séances de travail ont permis de passer en revue l'état d'avancement technique et financier des projets actifs, couvrant plusieurs secteurs clés du développement national. Cette approche collaborative a favorisé une compréhension partagée des enjeux,



notamment les défis liés aux procédures administratives, aux délais d'exécution ou encore à la mobilisation des contreparties. En parallèle, la mission a également porté sur l'identification de nouvelles opérations pouvant bénéficier du soutien de la BOAD. Ces futures interventions devront être alignées à la fois sur les priorités nationales du Sénégal et sur les orientations stratégiques de la Banque, notamment en matière d'énergie, d'infrastructures, d'agriculture ou encore de développement durable. Un volet important de la mission a été consacré aux échanges avec les Directeurs Généraux des banques sénégalaises, en collaboration avec l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers (APBEF). Ces discussions ont permis d'examiner les instruments financiers offerts par la BOAD et d'explorer des pistes de cofinancement susceptibles d'accélérer la mise en œuvre

des projets et de renforcer l'impact des investissements. En procédant régulièrement à des évaluations de terrain, la Banque renforce non seulement le suivi de ses engagements, mais aussi la qualité de ses relations avec les acteurs nationaux. Les discussions engagées avec les institutions financières du Sénégal témoignent également de la volonté de la BOAD de promouvoir une logique de partenariats renforcés. Le cofinancement apparaît comme un levier essentiel pour diversifier les sources de financement, accélérer le déploiement des projets et stimuler l'investissement privé dans des secteurs stratégiques. Cette mission illustre ainsi une dynamique proactive de la BOAD, soucieuse d'adapter ses interventions, d'intégrer les besoins du terrain et d'appuyer les priorités nationales pour un développement harmonieux et durable.

Budget 2026 du Burkina Faso**Dr Aboubacar Nacanabo face aux députés pour expliquer les priorités économiques**

Le samedi 6 décembre 2025, le ministre de l'Économie et des Finances Dr Aboubacar Nacanabo a été auditionné par la Commission des Finances et du budget de l'Assemblée législative de Transition. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de l'examen du projet de budget du ministère ainsi que du projet de Loi de Finances pour l'exécution du budget de l'État, exercice 2026.

Le projet de budget présenté par le ministère s'articule autour de trois axes majeurs : la consolidation de la mobilisation des ressources, afin de renforcer la capacité de l'État à financer ses politiques publiques. L'optimisation des dépenses publiques, pour garantir une meilleure efficacité dans l'utilisation des fonds. Le renforcement des réformes structurantes, destinées à soutenir la croissance économique, améliorer la sécurité et accélérer la transformation de l'économie nationale. Lors de l'audition, les parlementaires ont passé en revue les priorités et les arbitrages proposés par le ministère. Les échanges ont porté sur la maîtrise du déficit budgétaire, enjeu central pour préserver l'équi-



libre des finances publiques. L'efficacité de la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales, indispensable pour accroître les ressources internes. La soutenabilité de la dette publique, afin d'éviter une charge excessive sur les générations futures. La prise en compte des besoins urgents liés au contexte sécuritaire et social, qui demeure une priorité nationale. Dans son intervention, le ministre de l'Économie et des Finances, Dr Aboubakar Nacanabo, a rassuré la Commission sur la cohérence globale du projet de Loi de Finances

2026. Selon lui, ce budget ambitionne de : Soutenir l'action gouvernementale dans ses différents volets. Accompagner la politique de sécurisation du territoire. Maintenir les fondamentaux de stabilité macroéconomique, condition essentielle pour la confiance des partenaires et des investisseurs. À l'issue de cette audition, le processus se poursuivra avec l'élaboration du rapport de la Commission, son adoption, puis la programmation en plénière du projet de Loi de Finances 2026. Cette étape sera décisive pour l'adoption définitive du budget de l'État, qui devra répondre aux défis économiques, sociaux et sécuritaires du Burkina Faso.

Khadidiatou M. Maïga

Côte d'Ivoire**Ecobank CI et la Galerie Studer intègrent l'art dans la gestion de patrimoine**

Ecobank Côte d'Ivoire et la Galerie Studer ont officialisé ce mercredi 26 novembre une convention stratégique pour lancer la première offre d'Art Banking du pays, positionnant Abidjan comme un hub émergent de la gestion de patrimoine adossée au marché de l'art en Afrique de l'Ouest.

● **Wilson Lawson**

Cette collaboration ouvre un nouveau champ d'action pour Ecobank, qui enrichit son offre de Wealth Management en intégrant un volet culturel structuré. Les clients de la banque peuvent désormais accéder à un dispositif personnalisé incluant la sélection d'œuvres vérifiées, des procédures de certification fiables et des outils d'analyse permettant de situer chaque acquisition dans une stratégie patrimoniale cohérente. Pour la Galerie Studer, ce partenariat apporte une assise institutionnelle qui sécurise le parcours des collectionneurs, en plus d'un accès élargi à des services financiers adaptés aux enjeux du marché de l'art. Il permet également d'ancrer davantage les collectionneurs de la galerie dans une logique long terme, en reliant expertise curatoriale et stratégies d'investissement. Enfin, la banque mettra également à disposition ses espaces haut de gamme pour accueillir expositions, rencontres et événements dédiés à l'art contemporain – offrant un lieu où l'on peut à la fois célébrer l'esthétique des



œuvres et envisager, avec lucidité, la manière dont elles s'inscrivent dans une stratégie durable. Paul-Harry Aithnard, Directeur Général d'Ecobank Côte d'Ivoire, a rappelé que cette initiative s'inscrit dans la vision long terme du groupe : « Le marché de l'art africain atteint aujourd'hui des niveaux historiques avec plus de 70 millions de dollars de ventes annuelles selon le cabinet d'études ArtTactic, soit le double du montant constaté en 2016. Il était donc temps d'offrir aux collectionneurs un cadre bancaire adapté à ce marché en plein essor. Avec l'Art Banking, nous consolidons notre rôle de partenaire stratégique des patrimoines en Afrique, en réunissant expertise financière et valorisation culturelle dans une approche intégrée et tournée vers l'avenir. » De son côté,

Guillaume Studer a conclu en ajoutant que, pour la Galerie Studer, « ce partenariat représente une étape logique : structurer davantage l'accès au marché de l'art et rassurer les hauts patrimoines ivoiriens et africains qui, souvent, souhaitent investir dans l'art, mais manquent d'outils pour le faire sereinement. En réunissant ces deux expertises complémentaires, nous sommes désormais en mesure d'accompagner cette demande et de soutenir, dans la durée, les artistes que nous défendons en Côte d'Ivoire, sur le continent, et à l'international. » Cette initiative commune témoigne d'une conviction partagée : l'art n'est pas seulement un produit culturel à consommer, mais aussi l'un des actifs les plus pertinents pour penser et préparer l'avenir.

Sénégal**Une garantie de 1,7 million \$ de Proparco pour le financement des PME**

Ce mécanisme permettra à Teranga Capital de financer davantage d'entreprises en croissance et de réduire les risques liés aux projets.

Proparco, filiale du groupe AFD dédiée au financement du secteur privé, a annoncé le jeudi 4 décembre 2025, l'octroi d'une garantie de 1,5 million d'euros (1,7 million \$) à Teranga Capital. Cette garantie vise à soutenir le déploiement d'un portefeuille d'investissements de 3 millions d'euros destiné aux PME sénégalaises. La garantie accordée est un mécanisme de partage des risques. Elle couvre une partie des pertes potentielles et permet à Teranga Capital d'investir dans des PME en phase de croissance nécessitant un développement commercial et un soutien financier par le biais d'investissements en fonds propres. La société de private equity sénégalaise cible les PME dont l'activité soutient des secteurs à fort impact tels que l'agro-alimentaire, l'ac-



cès à l'énergie et les technologies de l'information et de la communication. Selon Sadio Dicko, directeur régional Afrique de l'Ouest de Proparco, cette garantie permet à Proparco de couvrir une partie des risques supportés par Teranga Capital, ce qui élargit sa capacité d'intervention et réduit le coût du risque pour l'investisseur. En mai 2025, Teranga Capital avait déjà renforcé sa capacité financière grâce à une levée de fonds de 2 milliards FCFA (3,55 millions \$), por-

tant ses tickets d'investissement possibles jusqu'à 1 milliard FCFA par entreprise. Cette capacité élargie permet de soutenir des entreprises à forte demande de capital, dans un contexte où les besoins locaux évoluent rapidement. Teranga Capital avait également étendu son périmètre géographique avec une ouverture ciblée vers la Mauritanie, la Guinée-Bissau et le Cap-Vert, en complément de ses activités actuelles au Sénégal et en Gambie.



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 8 décembre 2025

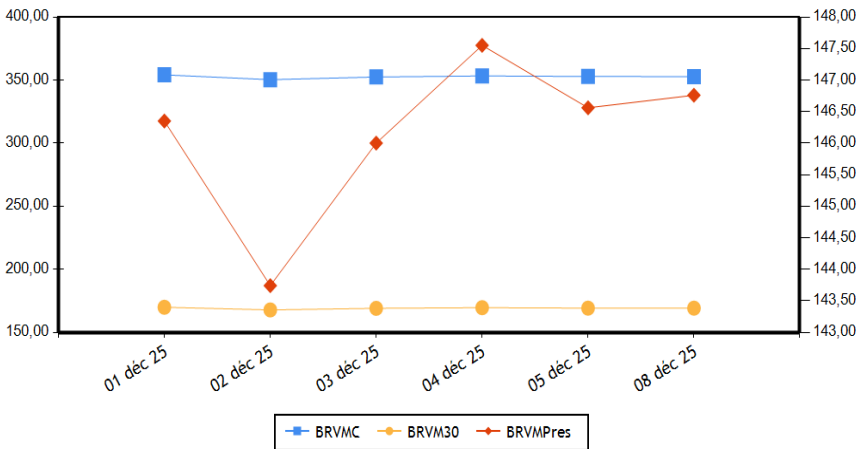
N° 233

BRVM COMPOSITE	352,77
Variation Jour	-0,03 %
Variation annuelle	27,81 %

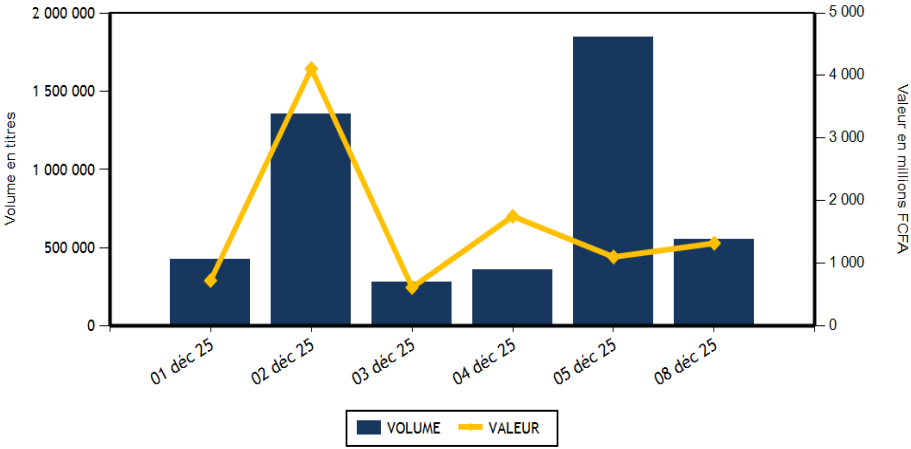
BRVM 30	169,17
Variation Jour	-0,01 %
Variation annuelle	21,93 %

BRVM PRESTIGE	146,76
Variation Jour	0,14 %
Variation annuelle	27,80 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 601 308 777 749	-0,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	470 519	-74,49 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	705 676 443	-35,66 %
Nombre de titres transigés	46	2,22 %
Nombre de titres en hausse	17	6,25 %
Nombre de titres en baisse	20	17,65 %
Nombre de titres inchangés	9	-25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 633 355 588 879	-0,02 %
Volume échangé	82 646	19 862,80 %
Valeur transigée (FCFA)	614 093 475	15 066,53 %
Nombre de titres transigés	6	20,00 %
Nombre de titres en hausse	3	50,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	2	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	3 490	7,38 %	384,72 %
ERIUM CI (SIVC)	810	7,28 %	62,00 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 995	3,27 %	62,69 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	16 500	3,13 %	87,61 %
SMB CI (SMBC)	9 775	2,89 %	13,60 %

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
LOTERIE NATIONALE DU BENIN (LNBB)	3 700	-4,76 %	-21,78 %
BERNABE CI (BNBC)	1 400	-3,45 %	31,46 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 400	-3,45 %	4,48 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	4 090	-2,50 %	116,40 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 810	-2,06 %	73,18 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	146,76	0,14 %	27,80 %	16 782	254 984 935	11,29
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	222,42	0,02 %	61,05 %	453 737	450 691 508	14,50

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	269,26	0,13 %	129,43 %	14 488	61 645 515	10,61
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	743,10	-0,28 %	-2,73 %	12 978	187 560 940	10,38
BRVM - FINANCES	16	150,01	0,33 %	47,43 %	288 671	188 009 718	9,82
BRVM - TRANSPORT	1	342,68	-3,45 %	4,29 %	121 907	165 143 120	3,62
BRVM - AGRICULTURE	5	338,92	0,45 %	71,98 %	15 178	62 136 915	10,99
BRVM - DISTRIBUTION	7	536,49	-0,57 %	60,01 %	13 773	29 465 080	53,58
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	585,48	-4,12 %	-9,85 %	3 524	11 715 155	8,41

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	96,77	-0,30 %	-3,23 %	9 359	176 562 455	10,25
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	183,58	-2,30 %	83,58 %	16 347	36 598 185	67,97
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	147,43	0,33 %	47,43 %	288 671	188 009 718	9,82
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	224,89	0,10 %	124,89 %	17 250	101 507 130	11,05
BRVM - INDUSTRIELS	6	121,78	-1,54 %	21,78 %	127 588	173 788 190	5,58
BRVM - ENERGIE	4	114,81	1,49 %	14,81 %	7 685	18 212 280	14,31
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	111,96	0,00 %	11,96 %	3 619	10 998 485	9,96

1 000 milliards de dollars

La Chine atteint un nouveau record sur son excédent commercial

Augmentation des exportations et baisse de ses importations... Le solde commercial de la Chine dépasse pour la première fois les 1 000 milliards de dollars, en dépit de la guerre commerciale.

Malgré les droits de douane, la Chine a surperformé commercialement. Le pays a enregistré un excédent commercial record de 1 080 milliards de dollars entre janvier et novembre, selon les chiffres officiels. « L'excédent commercial de la Chine a déjà dépassé cette année celui de l'année dernière, et nous prévoyons qu'il se creusera encore davantage l'an prochain », écrit dans une note Zichun Huang, économiste chez Capital Economics. Les exportations chinoises ont, elles, progressé de 5,9 % sur un an par rapport à l'année précédente, contre un recul de 1,1 % en octobre. « Un résultat supérieur aux prévisions qui tablaient sur une reprise plus modeste », pointe de son côté dans sa note Lynn Song, économiste en chef spécialisé Chine chez ING. Les produits les plus exportés ont notamment été les navires, les semi-conducteurs ou encore les automobiles. Et pourtant, les exportations ont baissé de 28,6 % à seule destination des États-Unis. Une des conséquences de la guerre commerciale entre les deux partenaires commerciaux depuis le retour à la Maison-Blanche de Donald Trump. Une détente a néanmoins été amorcée à la suite d'un sommet fin octobre en Corée du Sud avec le président américain et son



homologue chinois.

Déversement sur le marché européen

Si les exportations chinoises vers les États-Unis ont baissé, elles ont été compensées avec le reste du monde, en particulier grâce à l'Europe. Les exportations à destination de l'Union européenne ont ainsi augmenté de 14,8 % en novembre sur un an. Le Japon a aussi été une destination de choix avec une augmentation de plus de 8 %. De quoi tirer la sonnette d'alarme chez les Européens, qui redoutent depuis le début de la guerre commerciale cet afflux de produits chinois. De retour d'un voyage officiel en Chine, Emmanuel Macron a menacé dimanche Pékin de droits de douane si le pays ne prenait pas les mesures nécessaires pour réduire son déficit commercial. « La Chine vient percuter le cœur du modèle industriel et d'innovation européen, historiquement basé sur la machine-outil et l'automobile », a-t-il indiqué lors d'un entretien paru dans Les Echos.

Des importations chinoises faibles

Outre les exportations, l'excédent commercial colossal de la Chine s'explique également par la faiblesse de ses importations. Elles ont progressé de 1,9 % en novembre sur un an, soit moins que ce qu'avaient prévu les analystes. Un résultat dû en grande partie à la faiblesse de la demande intérieure chinoise. Pékin est confronté à une crise de la dette dans son secteur immobilier, et fait aussi face à un chômage élevé chez les jeunes. La Chine essaye de mettre en place des mesures pour relever cette demande. « Le 15^e plan quinquennal évoquait des projets visant à renforcer la coopération extérieure mutuellement avantageuse et à créer des pôles de consommation internationaux, deux initiatives prometteuses pour corriger les déséquilibres commerciaux », ajoute Lynn Song dans sa note. Une réunion portant sur la planification économique doit avoir lieu cette semaine.

Avec latribune.fr

Face à Pékin

Macron brandit la menace de droits de douane européens

De retour de Chine, Emmanuel Macron hausse le ton face à Pékin et menace d'imposer des droits de douane sur les produits chinois « dans les tout prochains mois » si aucune mesure n'est prise pour réduire le déficit commercial entre l'Union européenne et le géant asiatique.

Emmanuel Macron enclenche l'épreuve de force avec Pékin. Dans un entretien accordé au quotidien Les Echos, publié dimanche, le chef de l'Etat a prévenu que l'Union européenne pourrait imposer des droits de douane sur les produits chinois « dans les tout prochains mois » si la Chine ne prenait pas d'initiatives pour réduire le déficit commercial, en constante aggravation. « Je leur ai dit que, s'ils ne réagissaient pas, nous, Européens, serions contraints de prendre des mesures fortes (...) à l'instar des États-Unis, comme par exemple des droits de douane sur les produits chinois », a-t-il déclaré, au lendemain de son déplacement officiel en Chine. Washington impose déjà de lourds tarifs douaniers sur les importations chinoises, même si ceux-ci ont récemment été partiellement allégés, passant de 57 % à 47 % dans le cadre d'un accord bilatéral conclu fin octobre. Une politique protectionniste que le président français estime néanmoins contre-productive pour l'Europe. « La Chine vient percuter le cœur du modèle industriel et d'innovation européen, historiquement basé sur la machine-outil et l'auto-



mobile », observe Emmanuel Macron. Et le protectionnisme américain « accroît nos problèmes en redirigeant les flux chinois massivement sur nos marchés », ajoute-t-il. « Aujourd'hui, nous sommes pris entre les deux et c'est une question de vie ou de mort pour l'industrie européenne », résume le président.

Une ligne européenne encore fragile

Emmanuel Macron reconnaît toutefois les difficultés à bâtir une position commune à l'échelle européenne, l'Allemagne, très exposée économiquement à la Chine, n'étant « pas encore totalement sur notre ligne ». Pour réduire le déficit commercial, le chef de l'Etat plaide en parallèle pour un renforcement des investis-

sements chinois en Europe. « Nous ne pouvons pas constamment importer. Les entreprises chinoises doivent venir sur le sol européen », affirme-t-il. Une dizaine de secteurs sont ciblés : batteries, raffinage de lithium, éolien, photovoltaïque, véhicules électriques, pompes à chaleur, électronique grand public, technologies de recyclage, robotique industrielle et composants avancés. Mais ces investissements, prévient-il, « ne doivent pas être prédateurs », c'est-à-dire viser une logique d'hégémonie et de création de dépendances ». Face au « rouleau compresseur » des véhicules électriques chinois, Emmanuel Macron appelle l'Union européenne à renforcer sa protection dans les secteurs les plus vulnérables, au premier rang desquels figure l'automobile. En parallèle, il juge indispensable de « réengager une politique de compétitivité », fondée sur la simplification réglementaire, l'approfondissement du marché unique, l'investissement dans l'innovation, « une juste protection de nos frontières », l'aboutissement de l'union douanière et « une politique monétaire ajustée ».

(Avec AFP)

Monsanto

Une étude controversée sur le glyphosate retirée après 25 ans

La rétractation d'une influente étude sur le fameux herbicide accusée de conflits d'intérêts soulève des questions sur l'intégrité de la recherche scientifique.

Une influente étude affirmant que le glyphosate ne présente aucun risque grave pour la santé a été récemment retirée pour suspicion de conflits d'intérêts, 25 ans après cette publication qui a entre-temps guidé nombre de décisions politiques malgré des alertes quant à la probité de ses auteurs. Si des chercheurs ont salué cette rétractation, sa lenteur interroge quant à l'intégrité de la recherche menée autour de l'ingrédient clé du Roundup, herbicide le plus vendu dans le monde. Ce produit du géant Monsanto est au centre de débats politiques majeurs, notamment en Europe, alors que ses risques sur la santé font l'objet de nombreuses procédures judiciaires. Publié en 2000



dans le journal «Regulatory Toxicology and Pharmacology», l'article désormais retiré figure parmi les plus cités sur le glyphosate, notamment par de nombreuses autorités gouvernementales qui en réglementent l'usage.

«Articles frauduleux»

Mais dès 2002, une lettre signée par une vingtaine de chercheurs dénonçait déjà «des conflits d'intérêts, un

manque de transparence et l'absence d'indépendance éditoriale» au sein de la revue scientifique, en mentionnant Monsanto. Et l'affaire avait éclaté au grand jour en 2017 quand des documents internes de l'entreprise ont émergé, révélant le rôle d'employés de Monsanto dans l'écriture de l'étude désormais retirée. Naomi Oreskes, co-auteur d'une publication en septembre détaillant l'immense influence de cette étude, se dit «très satisfaite» d'une rétractation «attendue depuis longtemps.» «La communauté scientifique a besoin de meilleurs mécanismes pour identifier et retirer les articles frauduleux», alerte auprès de l'AFP cette historienne des sciences à l'université Harvard.

Avec lematin.ch

Cotation

TotalEnergies déplace son pivot boursier de Paris à New York

Le géant TotalEnergies lance la cotation de ses titres en actions ordinaires à New York, permettant un échange en continu de Paris au NYSE. Cette transformation répond à une réalité : la finance nord-américaine représente plus de la moitié de son actionariat institutionnel.

Au siège du géant TotalEnergies, il y a quelques mois, l'hypothèse d'un déplacement de la cotation principale de Paris vers Wall Street avait suscité de vives inquiétudes. Si l'option fut rapidement récusée et rectifiée, notamment par le PDG Patrick Pouyanné qui déclarait en mai 2024 au Figaro : « Je n'ai jamais dit que TotalEnergies quitterait la France, ni même la Bourse de Paris », la menace s'est matérialisée ce lundi 8 décembre 2025 en une décision plus discrète, mais tout aussi lourde de symboles. Ce n'est pas la délocalisation totale du siège français, ni le retrait du CAC 40 où le groupe est présent depuis 1991. C'est un « pivot boursier » : la conversion technique d'obscurs ADR (American Depositary Receipts) en actions ordinaires du New York



Stock Exchange (NYSE). Cette décision, d'apparence purement administrative, est pourtant le dernier acte d'une rupture stratégique. Le conseil d'administration avait approuvé l'opération en septembre.

50 % des fonds institutionnels sont désormais nord-américains

Ce geste technique cristallise la fatigue d'un titan pétrolier face à un continent – l'Eu-

rope – qui a décidé de lui faire payer le prix de son héritage carbone. Côté Ouest, sur le sol américain, les rivaux historiques, Exxon-Mobil et Chevron, naviguent sur des valorisations boursières insolentes. Elles sont des bastions d'un pragmatisme énergétique sans états d'âme, des entités où l'activisme climatique a cédé aux exigences de rentabilité des actionnaires. De l'autre côté, à Paris, TotalEnergies – malgré ses promesses d'investissement dans l'éolien et le solaire, des efforts jugés « plus ambitieux » que ceux de Shell et BP – se heurte au mur froid du désinvestissement responsable. L'Europe, en quête de vertu environnementale, tourne le dos au secteur fossile, le reléguant au rang de paria des labels ESG. Le résultat de ce reflux ?

(Avec agences)

Produits alimentaires

L'indice FAO des prix enregistre sa 3ème troisième baisse mensuelle

Les tendances en matière de prix internationaux des produits alimentaires font apparaître une offre mondiale globalement abondante et une intensification de la concurrence entre les exportateurs

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont fléchi en novembre, principalement sous l'effet de la baisse des cours internationaux de toutes les principales denrées alimentaires de base, à l'exception des céréales, d'après l'indice de référence publié vendredi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'indice FAO des prix des produits alimentaires, qui suit l'évolution mensuelle des prix internationaux d'un panier de produits alimentaires échangés dans le monde, s'est établi en moyenne à 125,1 points en novembre, soit 1,2 pour cent de moins que son niveau révisé d'octobre. L'indice enregistre ainsi son troisième mois consécutif de baisse et affiche un niveau en recul de 2,1 pour cent par rapport à novembre 2024 et de 21,9 pour cent par rapport à son pic de mars 2022. L'indice



FAO des prix des céréales a progressé de 1,3 pour cent pendant le mois. Malgré des perspectives globalement confortables en matière d'offre mondiale et les bonnes récoltes signalées en Argentine et en Australie, les prix mondiaux du blé ont augmenté de 2,5 pour cent en novembre, en raison du potentiel intérêt de la Chine pour l'offre en provenance des États-Unis d'Amérique, de la poursuite des hostilités dans la région de la mer Noire et de la diminution des superficies ensemencées attendue pour la récolte 2026

en Fédération de Russie. Les prix internationaux du maïs ont eux aussi augmenté, du fait d'une demande soutenue de disponibilités brésiliennes, tandis que l'indice FAO des prix de tous les types de riz a fléchi dans un contexte de demande modérée de riz Indica et de riz parfumé. L'indice FAO des prix des huiles végétales a cédé 2,6 pour cent par rapport au mois d'octobre, car une baisse des cours des huiles de palme, de colza et de tournesol a plus que compensé une modeste hausse des prix de l'huile de soja, qui ont bénéficié d'une

forte demande de la part du secteur de l'agrogazole, en particulier au Brésil. L'indice FAO des prix de la viande a diminué de 0,8 pour cent par rapport à son niveau révisé d'octobre. Les prix mondiaux de la volaille ont reculé sur fond de disponibilités exportables abondantes et d'une intensification de la concurrence mondiale, laquelle est en partie due aux efforts consentis par le Brésil pour regagner des parts de marché après la levée des interdictions de commercer liées à la grippe aviaire hautement pathogène qui avaient

été mises en place par des pays importateurs majeurs.

Selon de nouvelles prévisions, la production et les stocks mondiaux de céréales devraient atteindre un niveau record

La FAO a également publié des prévisions actualisées sur les marchés mondiaux des céréales en 2025. Grâce à des récoltes plus abondantes que prévu, en particulier en Argentine, on estime à présent que la production mondiale de céréales devrait grimper de 4,9 pour cent, pour atteindre 3,003 milliards de tonnes, et ainsi dépasser pour la toute première fois les trois milliards de tonnes. La production de céréales secondaires et la production de riz devraient toutes deux augmenter par rapport à l'année précédente, la production mondiale de riz devant croître de 1,6 pour cent, cette croissance étant principalement imputable au Bangla-

desh, au Brésil, à la Chine, à l'Inde et à l'Indonésie. Le nouveau Bulletin sur l'offre et la demande de céréales contient également de nouvelles estimations préliminaires sur les tendances pendant la campagne de blé d'hiver actuelle dans l'hémisphère Nord et sur les semis de céréales secondaires dans l'hémisphère Sud. On prévoit à présent un accroissement de 2,1 pour cent de l'utilisation mondiale de céréales en 2025-2026 par rapport à l'année précédente. Selon les prévisions mises à jour, les stocks mondiaux de céréales devraient gonfler de 6,5 pour cent et atteindre un niveau record de 925,5 millions de tonnes, tandis que les nouvelles prévisions concernant les échanges mondiaux de céréales en 2025-2026 indiquent que ceux-ci devraient augmenter de 3,3 pour cent et atteindre 500,6 millions de tonnes.

Avec fao.org

HOROSCOPE finance

Bélier Lisez attentivement vos contrats d'assurance ou d'achat avant de signer : cela vous évitera plus tard bien des surprises désagréables. "Si tu achètes une vache, assure-toi que la queue est comprise dans le marché" (proverbe indien).

Taureau Ne vous laissez pas entraîner dans des opérations financières mal préparées ou beaucoup trop risquées. Vous pourriez vous retrouver dans une situation catastrophique, car certains astres seront contre vous sur ce plan. En revanche, vous aurez des chances de réussir sur le plan professionnel si votre métier n'implique pas la manipulation de l'argent.

Gémeaux Avec Pluton très puissant dans votre secteur argent, vous devriez vous en sortir haut la main. Vos opérations financières sont promises au succès. Pour une fois, n'hésitez pas à voir grand et à prendre des risques : cela s'avérera payant.

Cancer Un vent favorable soufflera sur vos finances. L'argent vous affluera de toutes parts. Mais vous devrez encore et toujours faire preuve de prudence : ne faites pas de dépenses somptuaires !

Lion Sur le plan financier, une mauvaise surprise est possible. Cette configuration désagréable de Saturne pourra perturber votre équilibre : ne prenez aucun risque. Si vous envisagez une opération financière importante, mieux vaudrait la remettre à plus tard. Evitez également de toucher à vos placements.

Vierge Ce n'est pas dans votre style que de gérer votre situation matérielle en effectuant des placements de père de famille ! Vous continuerez à préférer les coups de poker et les opérations financières risquées mais qui peuvent rapporter gros. L'audace sera encore payante cette fois !

Balance La double influence positive du Soleil et de Mars vous permettra de déployer une formidable énergie pour faire fructifier vos ressources matérielles, et vous serez sur tous les fronts. Les initiatives audacieuses seront favorisées.

Scorpion Comme depuis un bon moment déjà, vous devrez encore tenir compte de l'influence dans vos secteurs d'argent de deux planètes désagréables : Saturne et Pluton. Ces astres vont une fois de plus fragiliser votre situation pécuniaire. Tout ira bien si vous évitez les dépenses inutiles et gérez sagement vos placements. Mais si vous dépensez sans compter, ou si vous prenez des risques en jonglant avec des actions peu fiables, attention, car la sanction ne se fera pas attendre.

Capricorne Avec la planète Vénus dans votre camp, vous ne trouverez pas de meilleur moment que cette journée pour effectuer des transactions financières ou des opérations immobilières importantes. Les circonstances vous seront particulièrement favorables, et le succès vous sera acquis d'avance.

Sagittaire Les influx planétaires de la journée vous seront bénéfiques à plusieurs titres, et il s'agira d'en profiter au maximum. Vous jouerez de bonnes chances dans le maniement de l'argent et les spéculations en général. L'investissement immobilier ainsi que les jeux de hasard seront favorisés.

Verseau Vous aurez l'opportunité d'améliorer votre situation financière. Ce sera le moment de revoir vos placements ou d'envisager de nouveaux investissements. Ne signez rien à la légère.

Poisson On ne se méfie jamais assez d'un Saturne mal aspecté. Cet astre vous sera profitable si vous vous montrez prudent, économe et organisé. Mais si vous jouez les cigales et dépensez sans compter, attention, il risque de vous valoir un contrecoup immédiat !

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
cVivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ÉCONOMIQUE ET
MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE



VISION
PROSPECTIVE
UEMOA
2040

Huit pays, un destin commun

Culture / Miss Togo

Mlle Eyou Angèle Prudence porte la couronne de 2026

Mlle Eyou Angèle Prudence, étudiante en 3^e année en Comptabilité, Contrôle et Audit, 1,82 m pour 67 kg, a été faite Miss Togo 2026, le samedi 6 décembre à Lomé. Elle succède à Mlle Nadiratou Afolabi, Miss Togo 2025. Cette édition 2025 marque le 30^{ème} anniversaire de cet évènement culturel pour la promotion du potentiel féminin.

Les 1^{ère} et 2^e dauphines de la Miss Togo 2026 sont Mlles Téo Birénam Génèviève Epiphany et Lawson Latré Mawuèna Bienvenue. Elles sont suivies de Mlles Assogba Ilétou Fleur et Salé Djamil, respectivement 4^e et 5^e. Cet évènement de beauté, est à la fois une compétition et une manifestation culturelle et canal de valorisation de l'identité culturelle du Togo, à travers la promotion des danses, chants et accoutrement de chaque tradition des six régions du Togo. Il a engagé 19 candidates issues des élections régionales. Les concurrentes ont passé plusieurs étapes notamment la première sortie (prise de contact), l'auto-présentation, la sortie en maillot de bain (tenue de vérité), le défilé en maillot de bain, la danse traditionnelle, la sortie en tenue de soirée et la phase des questions-réponses. A cette phase, chaque candidate a répondu à la question unique de donner les valeurs humaines que l'Intelligence Artificielle ne peut remplacer. Ces étapes ont permis aux membres de jury de sélectionner les 12 devant poursuivre la compétition. D'autres critères tels que l'originalité des tenues traditionnelles, la prestation,



la maîtrise de la langue de Molière, la beauté physique ont milité en faveur des cinq dernières retenues dont Mlle Eyou Angèle Prudence est la victorieuse. La soirée a été aussi agrémentée par des prestations d'artistes de la chanson togolaise et béninoise de renom qui ont offert au public un spectacle riche en émotions et en couleurs. Le ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, Tchiakpè Isaac a indiqué que l'un des axes majeurs de la politique du Président Conseil est la question du genre. « La promotion de la femme et l'évènement qui nous réunit ce soir est non seulement la manifestation de la promotion, mais aussi cet évènement dénote l'intérêt du gouvernement à promouvoir le genre et à accompagner toutes les initiatives

qui visent à faire en sorte que toutes les femmes soient des ambassadrices de la beauté togolaise ». « A voir les gens accepter ce résultat avec cet applaudimètre, je pense que le comité d'organisation est satisfait de ce qu'il a accompli. Dès demain, Miss Togo 2026 doit nous annoncer son projet social, qui sera étudié pour permettre au comité de l'aider », a déclaré le président du comité national Miss Togo, Gaspard Kodjo Baka. Le 30^e anniversaire de l'organisation de l'évènement Miss Togo a connu la présence de la Miss Sénégal et la présidente de son comité, la Miss Bénin ainsi que quelques reines de la beauté des éditions passées, venues rehausser l'éclat de cette édition.

Avec ATOP/AR/JK

Lacs / Appui aux maraîchers et pêcheurs

Des matériels et équipements pour renforcer les AGR

Les maraîchers et pêcheurs du segment de la côte Gbodjomé – Sanvee-Condji ont bénéficié de matériels et d'équipements de travail, le vendredi 05 décembre à Aného.

Le don est constitué de 58 moteurs hors-bords et 378 gilets de sauvetage pour les pêcheurs, puis 40 kits d'irrigation composés de pompes solaires et de la tuyauterie pour la mise en place d'un système de micro aspersion par bande perforée destinés aux maraîchers. L'acquisition de ces matériels et équipements a été possible grâce au financement du Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'ouest (WACA-Res IP). Elle s'intègre dans la dynamique du sous projet social de renforcement de la résilience des communautés des pêcheurs, mareyeuses et maraîchers du segment de la côte Gbodjomé – Sanvee-Condji face aux effets de l'érosion côtière. L'objectif est de contribuer au renforcement de la résilience des communautés impactées par l'érosion côtière. Le don vise à apporter un soutien aux moyens de production des maraîchers et pêcheurs en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Ce don permet aussi de soutenir les bénéficiaires dans leurs activités pour lutter contre la pauvreté et booster l'économie locale. Le secrétaire général de la



préfecture des Lacs, Gouyo Ekouevi a apprécié ce geste qui témoigne de l'importance que le gouvernement attache au développement harmonieux, à la protection et à la stabilité sociale dans la préfecture. « Ces équipements viennent renforcer les actions déjà entreprises en faveur des maraîchers et pêcheurs, autant d'actions qui témoignent de la volonté du gouvernement d'améliorer concrètement les conditions de vie des populations » a-t-il souligné, avant d'exhorter les bénéficiaires à utiliser à bon escient les matériels. Le sénateur maire, Me Aquereburu Coffi Alexis a remercié les responsables du projet pour cette action sociale et humanitaire envers les pêcheurs et maraîchers qui constituent la couche la plus active de la commune Lacs 1. « C'est la preuve que WACA Res IP n'est pas seulement un projet de lutte contre l'érosion

côtière, mais également un projet de lutte contre la pauvreté » a indiqué le maire des Lacs1. Le coordonnateur adjoint de WACA Res IP, Yao Komi a relevé l'importance des équipements soulignant qu'ils permettront aux bénéficiaires de renforcer leurs capacités à faire face aux aléas qui impactent leurs activités. Selon lui, les moteurs hors-bords permettront aux pêcheurs d'aller davantage au large où ils peuvent trouver plus de ressources et les gilets vont leur permettre de faire face aux incidents au large de la mer. « Les kits d'irrigation sont importants aux maraîchers car le climat devient de plus en plus chaud et il y a rareté des pluies, ce que constitue un handicap pour leurs activités. Ces kits permettront d'arroser facilement avec une autonome en énergie pour faire leurs activités à moindre coût » a-t-il relevé.

Avec ATOP/DK/SED/KYA

Ligue des Champions

Liverpool met Mohamed Salah à l'écart !

Frustré après le match nul concédé à Leeds United (3-3), Mohamed Salah s'était fendu d'une sortie médiatique acide où il n'avait pas hésité à fustiger les choix d'Arne Slot. Ce lundi matin, la direction des Reds a finalement décidé de sanctionner l'attaquant égyptien.

J'ai reçu beaucoup de promesses cet été et jusqu'ici, j'ai été sur le banc pendant trois matchs, donc je ne peux pas dire que les promesses sont tenues. Je ne sais pas pourquoi, mais j'ai l'impression que quelqu'un ne veut plus de moi au club ». Voici ce que déclarait Mohamed Salah, ce week-end, quelques minutes après la nouvelle contreperformance de Liverpool, tenu en échec par Leeds United (3-3). Une déclaration qui n'a pas manqué de faire bondir l'attaché de presse du



club, provoquant plus globalement un véritable tollé outre-Manche. Ces dernières heures, de nombreuses personnalités ont ainsi pris position.

Certaines comprenant la frustration de l'attaquant égyptien, d'autres pointant du doigt le timing de cette

déclaration sulfureuse. Une chose est sûre, le buteur de 33 ans - qui doit rejoindre sa sélection nationale prochainement pour la Coupe d'Afrique des Nations - est désormais fixé sur son sort. Alors que la presse britannique affirmait que le numéro 11 des Reds s'exposait à de grosses sanctions, une première décision a finalement été prise en ce début de semaine.

Salah sanctionné !

Selon les dernières informations de RMC Sport,

Mohamed Salah, de retour au centre d'entraînement ce lundi, ne figurera pas dans le groupe de Liverpool, qui se déplace à Milan mardi soir pour défier l'Inter de Marcus Thuram. Agacée par la sortie de son protégé, la direction du club de la Mersey a donc tranché et décidé d'écarter la star égyptienne pour ce rendez-vous européen. Un choix fort marquant, un peu plus, la rupture entre le gaucher d'1,75 m et son entraîneur, Arne Slot. Une autre question se pose également : l'international égyptien sera-t-il

convoqué pour la rencontre face à Brighton comptant pour la 16^e journée de PL ? Rien n'est moins sûr au regard de la fracture existante entre l'ancien joueur de l'AS Roma et le board de l'actuel 9^e de Premier League. Outre cette sanction prononcée, il semble désormais compliqué de voir Mohamed Salah s'éterniser sous le maillot des Reds, qui plus est à l'heure où plusieurs clubs saoudiens - dont Al-Hilal, entraîné par Simone Inzaghi - s'intéressent à lui...

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres		
DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabetisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de la population vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%
* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Plus le coefficient est élevé, plus l'inégalité est grande. ** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.		
SANTÉ ET SECURITE ALIMENTAIRE		
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)
INFRASTRUCTURES		
Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa Infrastructure development index (B&D, AIDI 2022)	43/54	-
Index de transport (B&D, AIDI 2022)	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5
* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).		
Classements d'indicateurs de gouvernance		
Transparence internationale 2023	126/180	
Mo Ibrahim 2023	22/54	
Reporters sans frontières 2024	113/180	
Le Togo est le 1 ^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commerce de l'UE).		
● Source : tresor.economie.gouv.fr		

SPÉCIALE PROMO

AZANBOKO | M'NA KAZANDO

2026

VIVEZ LA FIN D'ANNÉE AUTREMENT
AVEC BB LOMÉ

-18

Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération.

BB LOMÉ S.A.

www.bb-lome.com

f i in

WOOTO Spéciale

PILS

Lager